

Les ONG internationales gravement préoccupées par la crise humanitaire en République Centrafricaine

Une sécurité alimentaire en péril : Aujourd'hui, **plus d'un centrafricain sur deux serait en situation d'insécurité alimentaire** selon le Programme Alimentaire Mondial (Juillet 2021). Par ailleurs, **plus d'une personne sur quatre est soit réfugiée hors du pays soit déplacée interne**, le nombre de personnes déplacées en RCA a atteint 1,417,542 personnes (UNHCR, 30/06/2021), niveau non égalé depuis 2014. Aux déplacements causés par l'insécurité s'ajoutent les sinistrés des inondations qui représentent 30% des déplacements entre mai et juin 2021. « *Ces déplacements récurrents et l'insécurité impactent gravement la production agricole, production déjà fragilisée par le dérèglement climatique, les maladies des cultures et les difficultés d'accès aux intrants et aux outils aratoires. Cela déstabilise à la fois la sécurité alimentaire du pays mais impacte également les moyens de subsistance des ménages ruraux dépendant fortement de l'agriculture de subsistance pour leur survie.* » précise Mathilde Lambert, Directrice Pays chez Action contre la Faim-RCA.

Des enjeux sanitaires alarmants : Les attaques répétées contre les patients, le personnel, les biens et infrastructures médicales ainsi que l'insécurité, ont perturbé l'accès aux soins de santé. La situation est d'autant plus préoccupante que les indicateurs santé de la RCA sont particulièrement alarmants. Le pays **affiche le pire taux de mortalité infantile au monde** (BM, 2019) **et un des plus mauvais taux de mortalité maternelle au monde** (BM, 2017). « *L'impact du conflit et de la crise humanitaire en République Centrafricaine sur la santé mentale des populations affectées est souvent sous-estimé. Sur le terrain, nous observons des symptômes de dépressions, d'anxiété ou de psychoses.* » indique Dr. Christian Mulamba, Directeur Pays chez International Medical Corps. En proie à une épidémie de rougeole depuis 2020, le pays connaît également d'importantes épidémies de paludisme qui demeure à ce jour la première cause de morbidité. Ainsi, **la RCA affiche une espérance de vie de 53 ans, une des plus basses au monde.**

L'éducation en crise : Après une année 2020 perturbée par les restrictions sanitaires de prévention de la COVID-19, le conflit a bouleversé le fonctionnement d'un système éducatif déjà précaire : absentéisme des élèves, fermetures d'écoles pour cause d'insécurité, occupation des écoles par des populations déplacées ou par des acteurs armés... Cette situation **compromet durablement l'avenir de la jeunesse centrafricaine** et particulièrement celle des enfants déplacés internes et celle des filles vivant dans les zones de conflit.

Des violences sexuelles en augmentation : Si les hommes constituent la majeure partie des morts et des blessés du conflit, on constate cependant que les femmes, les filles, les garçons, et les personnes vivant avec un handicap sont fortement affectés par les difficultés d'accès aux services sociaux de base (éducation, soins de santé sexuelle et reproductive, nutrition, etc.) et par les problèmes de protection. **Les violences sexuelles rapportées sont en forte augmentation dans le pays** et touchent de manière disproportionnée les femmes et les filles.

A ce jour, le plan de réponse humanitaire en RCA n'est qu'à moitié financé. Les ONG internationales appellent à la mobilisation des autorités centrafricaines et des donateurs afin d'assurer la réponse humanitaire et la protection des civils.

*Depuis la semaine du 14 décembre 2020, des affrontements armés ont éclaté en République Centrafricaine et perdurent jusqu'à ce jour. Les civils, les humanitaires, et le personnel médical ne sont pas épargnés par la vague de violences qu'a depuis connu le pays. Le **nombre d'incidents ayant touché les humanitaires entre janvier et juin 2021 a augmenté de 39% par rapport à la même période l'année dernière.** Malgré l'insécurité, **les humanitaires ont fourni une assistance à 25% de la population au cours du premier trimestre 2021.***

Contact presse : Coralie Frémion, Policy Advisor, Tel : 00236 72 55 30 09, Mail : programme@ccorca.org

